

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**G/SG/N/10/JOR/4**  
21 février 2003

(03-1122)

---

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## **NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 C) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES**

JORDANIE

La Mission permanente du Royaume hachémite de Jordanie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 février 2003.

---

La Mission permanente du Royaume hachémite de Jordanie présente ses compliments à l'Organisation mondiale du commerce et au Comité des sauvegardes et a l'honneur de leur faire parvenir ci-joint une notification, au titre de l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, de la décision d'appliquer des mesures de sauvegarde pour réparer le dommage grave causé à la branche de production nationale par un accroissement des importations de produits pour usages sanitaires sous toutes leurs formes et de tous types mentionnés dans la notification, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

## NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12.1 C)

Conformément à l'article 12.1 c) de l'Accord sur les sauvegardes, la Jordanie notifie par la présente sa décision d'appliquer une mesure de sauvegarde pour réparer le dommage grave causé à la branche de production nationale par un accroissement des importations de produits pour usages sanitaires sous toutes leurs formes et de tous types, importés dans le Royaume sous les positions tarifaires 6910.100 et 6910.900.

### 1. Éléments de preuve de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations

La Direction nationale de la protection de la production (NPPD) a déterminé que le produit considéré a été importé en Jordanie en quantités tellement accrues pendant la période couverte par l'enquête (1998-2001) qu'il constitue une cause substantielle de dommage grave à la branche de production nationale. La NPPD a recommandé la mesure corrective appropriée au Ministre de l'industrie et du commerce, qui a décidé de recommander l'application de ladite mesure au Conseil des ministres.

La NPPD est parvenue aux conclusions suivantes:

#### a) Accroissement des importations

Années	1998	1999	2000	2001
Volume (en kg)	1 894 263	2 355 801	3 178 888	3 723 831
Rythme d'accroissement (en %)	-	24%	35%	17%
Part du marché (en %)	35%	42%	52%	62%
Rapport entre les importations et la production nationale (en %)	46%	55%	91%	109%
Rapport entre les importations et la production vendue (en %)	53%	73%	107%	161%
Coûts unitaires (en dinars/kg)	1,082	1,008	0,896	0,706

Le volume des importations du produit considéré a augmenté de façon soudaine, marquée et significative pendant la période couverte par l'enquête. L'accroissement annuel des importations en termes absolus de 24 pour cent, 35 pour cent et 17 pour cent enregistré de 1998 à 2001 est soudain, marqué et significatif. La même conclusion s'applique concernant l'augmentation de la part du marché, qui est passée de 35 pour cent en 1998 à 62 pour cent en 2001.

#### b) Dommage grave

L'enquête a révélé que la branche de production nationale du produit considéré avait subi un dommage grave. Les données globales sur les indicateurs à l'origine du dommage montrent une détérioration de la situation en ce qui concerne la production, les ventes, l'utilisation de la capacité, l'emploi, la part du marché, les stocks et la rentabilité.

**Situation des producteurs nationaux**

<b>Années</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
<b>Capacité (en kg)</b>	5 800 000	5 800 000	5 800 000	5 800 000
<b>Taux d'utilisation de la capacité (en %)</b>	72%	74%	60%	59%
<b>Production nationale totale (en kg)</b>	4 148 811	4 272 206	3 482 724	3 424 230
<b>Ventes intérieures totales (en kg)</b>	3 587 850	3 205 782	2 957 591	2 314 124
<b>Stocks de clôture (en kg)</b>	1 016 878	1 476 902	1 531 304	1 300 634
<b>Coûts unitaires des ventes intérieures (en dinars/kg)</b>	0,943	0,771	0,654	0,794
<b>Profits nets/pertes sur les ventes intérieures (en %)</b>	12%	14%	9%	4%
<b>Part du marché (%)</b>	65%	58%	48%	38%
<b>Emploi (fin de période)</b>	197	175	166	148

Le tableau qui précède indique ce qui suit:

- La capacité de production globale est demeurée stable tout au long de la période visée (1998 à 2001), laissant entendre que la branche de production n'avait pas de plans de croissance.
- Puisque la capacité est demeurée stable, la baisse du taux d'utilisation de la capacité indique que la production nationale diminue. De fait, le tableau qui précède démontre que le volume de la production nationale a chuté en 2000 et 2001 de 16 et 17 pour cent respectivement, alors que le volume des importations augmentait durant la même période.
- Les ventes de la branche de production nationale ont enregistré une baisse significative de 36 pour cent au cours de la période visée, ce qui a influé sur le volume de production, lequel est tombé de 17 pour cent en 2001.
- Les stocks ont augmenté de 28 pour cent entre 1998 et 2001, parce que la branche de production nationale a été incapable de commercialiser et de vendre ce qu'elle produisait.
- Les coûts unitaires des ventes intérieures ont chuté de 15,8 pour cent (passant de 0,943 DJ/kg à 0,794 DJ/kg), conséquence d'une concurrence accrue des importations et des stocks excédentaires.
- La marge bénéficiaire de la branche de production locale a subi une forte baisse, tombant de 12 pour cent en 1998 à 4 pour cent en 2001. Une analyse des facteurs permettant de déterminer l'existence d'un dommage a démontré que la branche de production subit un préjudice énorme. À cet égard, la Direction n'est pas d'accord avec les allégations formulées par le représentant des importateurs pour dire que les conditions pertinentes ont été remplies. En outre, l'analyse des facteurs à l'origine du dommage devrait viser l'ensemble de la branche de production locale et non une seule usine.

- La part du marché occupée par la branche de production nationale a considérablement diminué durant la période couverte par l'enquête, tombant de 65 pour cent en 1998 à 38 pour cent en 2001. Cette diminution est attribuable à la baisse importante du volume des ventes de la branche de production locale par rapport aux importations.
- L'accroissement des importations a eu une incidence négative sur l'emploi, le nombre d'emplois ayant régulièrement diminué, passant de 197 en 1998 à 148 en 2001 (une baisse de 25 pour cent).

c) Lien de causalité

La branche de production nationale a été incapable de s'adapter au changement soudain et imprévu, ce qui a eu pour effet de faire baisser la production et de faire augmenter le nombre de produits invendus.

Les autorités compétentes ont déterminé que la branche de production nationale du produit considéré a subi un dommage grave causé par l'accroissement des importations de produits similaires.

L'existence de ce lien de causalité est démontrée par le fait que l'accroissement significatif, marqué et récent des importations coïncide avec la détérioration continue des indicateurs de dommage, témoignant d'une dégradation générale notable de la situation de la branche de production nationale. Il a été conclu qu'aucun autre facteur n'était à l'origine du dommage causé à la branche de production nationale et que l'accroissement des importations constituait la seule raison à l'origine du dommage grave causé à la branche de production nationale.

**2. Donner la désignation précise du produit en cause**

L'enquête porte sur des produits pour usages sanitaires sous toutes leurs formes et de tous types, importés dans le Royaume sous les positions tarifaires 6910.100 et 6910.900, désignés comme suit:

- 6910.100: éviers avec colonnes, colonnes de lavabos, réservoirs de chasse, urinoirs et appareils fixes similaires pour usages sanitaires, en porcelaine.
- 6910.900: éviers avec colonnes, colonnes de lavabos, réservoirs de chasse, urinoirs et appareils fixes similaires pour usages sanitaires, autres qu'en porcelaine.

**3. Donner la désignation précise de la mesure projetée**

Le Conseil des ministres a décidé d'appliquer des mesures de sauvegarde définitives pour une période de trois ans, sous forme d'une surtaxe spécifique de 80 fils par kg, qui sera réduite de 20 fils chaque année ultérieure de la période d'application de la mesure.

**4. Indiquer la durée probable de la mesure**

Le calendrier d'application de la mesure doit être approuvé par le Conseil des ministres.

**5. Pour une mesure d'une durée de plus de trois ans, indiquer la date projetée pour le réexamen (au titre de l'article 7:4) qui devra avoir lieu au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure, si cette date de réexamen a déjà été fixée**

Sans objet.

**6. Si la durée prévue dépasse un an, indiquer le calendrier prévu pour la libéralisation progressive de la mesure**

La mesure projetée sera libéralisée progressivement suivant le calendrier ci-dessous:

- Du 25 février 2003 au 24 février 2004
- Du 25 février 2004 au 24 février 2005
- Du 25 février 2005 au 24 février 2006

DJ/kg:

- 80 fils
- 60 fils
- 40 fils

---